

Le haut taux d'aide sociale au cœur d'un rapport

SAINT-IMIER Une «photographie du profil des bénéficiaires de l'aide sociale». C'est ce qu'a souhaité réaliser la Municipalité de Saint-Imier. Depuis plusieurs années, la commune est confrontée à un taux d'aide sociale particulièrement élevé par rapport au reste du canton. En 2019, sous l'impulsion de la commission sociale de la commune, le Conseil municipal a ainsi décidé de mandater une équipe de la Haute école de gestion Arc Neuchâtel pour réaliser une étude. Ceci dans le but de «faire ressortir des chiffres et des faits permettant entre autres de briser les préjugés sur les bénéficiaires».



La HEG-ARC s'est intéressée au profil des bénéficiaires de l'aide sociale. PHOTO CLR

Des profils différents

Le rapport en question a été dévoilé hier, avec un peu de retard en raison de la pandémie. «Dans les rapports annuels du canton de Berne, on voit que Saint-Imier se place chaque année parmi les communes du Jura bernois qui ont les plus hauts taux d'aide sociale. On entend alors un peu de tout, certains pensent encore que les bénéficiaires de l'aide sociale sont des personnes qui ne veulent pas travailler. Cette étude permet notamment de briser ces préjugés et de présenter le fonctionnement de l'aide sociale», explique Paula Tanner, conseillère municipale en charge de l'action sociale.

Compilant une soixantaine de pages, le rapport présente plusieurs profils de personnes bénéficiant de l'aide sociale. «Cette étude reflète bien la réalité en démontrant que les bénéficiaires ont plusieurs profils différents, des situations de vie différentes. Certaines personnes travaillent par exemple du matin au soir

mais ont malgré tout un trop petit salaire pour subvenir aux besoins de leur famille. C'est notamment le cas de mamans qui sont seules avec leurs enfants», note Paula Tanner, qui cite encore le cas de travailleurs d'un certain âge qui, après avoir perdu leur emploi, ne parviennent pas à se faire réembaucher.

Un taux parmi les plus hauts

L'analyse menée par la HEG-ARC permet également d'en apprendre un peu plus sur les raisons du fort taux d'aide sociale enregistré dans la commune. Côté chiffre, elle souligne qu'en 2018, Saint-Imier s'est placée en sixième position des communes suisses (1716 communes renseignées) ayant le plus haut taux d'aide sociale économique. Avec 10,69%, elle n'est précédée que de Jouxtes-Mézery (13,07%), La Chaux-de-Fonds (11,38%), Brugg (11,27%), Bienne (10,99%) et Aire-la-Ville (10,78%). Notons qu'en 2018 toujours, selon les chiffres de l'Office fédéral

de la statistique relayés dans le rapport, le taux était de 4% pour le canton de Berne et de 3,2% au niveau suisse. En 2020, pour des chiffres qui sont restés similaires au niveau cantonal et fédéral, il était encore de 9,6% dans la cité imérienne.

Les chercheurs de la HEG-ARC notent que «cette situation découle d'un processus géohistorique singulier, que le cadre de l'étude ne permet pas de restituer dans sa complexité». Toutefois, ils amènent quelques éléments de réponses. On apprend notamment que Saint-Imier réunit bon nombre de critères qui favorisent un taux d'aide sociale élevé, tels qu'une part élevée de population sans formation post-obligatoire, de personnes au chômage ou une forte part d'emplois dans le secteur secondaire.

Dans ses conclusions, le rapport fait alors part de pistes à même de favoriser une réduction du nombre de personnes ayant besoin de l'aide sociale,

mais aussi d'améliorer leur situation. Compte tenu de la forte corrélation entre le taux de bénéficiaires de l'aide sociale et le bas niveau de formation professionnelle, il préconise notamment d'œuvrer en amont pour éviter une démobilité et la rupture scolaire. «Des mesures visant ce but sont déjà en discussion au sein de la commission sociale», fait savoir Paula Tanner.

Des pistes évoquées

Le rapport souligne aussi l'intérêt d'améliorer les chances de réinsertion professionnelle. «Les difficultés et échecs rencontrés par les bénéficiaires de l'aide sociale dans leur recherche d'emploi pourraient notamment être réduits par un meilleur encadrement», note les auteurs de l'étude, tout en évoquant un projet pilote mené à Winterthur. L'engagement temporaire d'assistants sociaux supplémentaires y a permis des sorties de l'aide sociale plus fréquentes. «Il est compliqué d'agir au niveau du nombre d'assistants sociaux, lequel est défini par le canton en fonction du nombre de dossiers ouverts», précise Paula Tanner. «Mais nous allons aussi réfléchir à d'autres mesures. Cette étude est un bon outil de travail, qui nous permettra de réfléchir et de développer différentes choses. Avec ce rapport, on a mis le doigt sur la blessure, et il s'agit maintenant de travailler pour la soigner.»

À noter que d'autres communes de la région connaissent aussi des taux importants, comme Moutier (8,3% en 2020) ou Tavannes (11,7%). Le rapport sera quant à lui mis à disposition sur le site internet de la commune.